



LA HAUTE REPRÉSENTANTE DE
L'UNION POUR LES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET LA
POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 24.4.2018
JOIN(2018) 8 final

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL
RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE MACAO: RAPPORT ANNUEL 2017

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

REGION ADMINISTRATIVE SPECIALE DE MACAO: RAPPORT ANNUEL 2017

Synthèse

Depuis la rétrocession de Macao à la République populaire de Chine en 1999, l'Union européenne (UE) et ses États membres ont suivi de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Macao, selon le principe «un pays, deux systèmes». L'Union européenne souscrit à la politique de la Chine unique et soutient le principe «un pays, deux systèmes» et sa mise en œuvre.

Le présent rapport annuel sur l'évolution de la situation à Macao est publié afin de respecter l'engagement pris à l'égard du Parlement européen.

En 2017, l'application du principe «un pays, deux systèmes» s'est poursuivie, ce qui a été profitable à la RAS de Macao, à la Chine dans son ensemble et à la communauté internationale.

En septembre, Macao a renouvelé son Assemblée législative. La composition politique de cette Assemblée législative n'a pas changé après les élections. Celle-ci est toujours dominée par les législateurs pro-gouvernementaux. La participation élevée aux élections de l'Assemblée législative, lors desquelles 14 des 33 sièges sont directement pourvus, indique que les citoyens de Macao sont désireux de participer à la vie politique et aspirent à faire entendre leur voix concernant leur avenir.

Même si la loi fondamentale de Macao et les autres actes législatifs ne prévoient pas la possibilité d'introduire le suffrage universel, l'UE encourage les autorités macanaises à chercher des moyens d'accroître la participation des citoyens à l'élection de l'Assemblée législative et du chef de l'exécutif de la région. Cela permettrait de promouvoir leur légitimité, de susciter un soutien plus marqué de l'opinion publique et de renforcer la gouvernance.

Le respect des droits fondamentaux et des libertés fondamentales des citoyens de Macao a été généralement maintenu en 2017. Les médias de Macao ont continué à exprimer un large éventail de points de vue, même si la crainte d'une autocensure grandissante existe.

L'économie de Macao a connu une croissance significative au cours de l'année et de nouvelles initiatives ont été annoncées en vue de la diversifier.

L'UE et Macao ont continué d'entretenir de solides liens commerciaux et de bénéficier d'un bon niveau de coopération.

Évolution politique

Le 17 septembre, les élections de l'Assemblée législative ont eu lieu à Macao. 57,22 % des électeurs ont voté, soit le taux de participation le plus élevé jamais enregistré. Seuls 14 des 33 membres de l'Assemblée législative sont directement élus. Les 19 élus restants sont élus par le biais de circonscriptions fonctionnelles ou sont nommés par le chef de l'exécutif. L'Assemblée législative nouvellement élue reste en grande partie aux mains du camp pro-gouvernemental. Elle ne comprend que quatre législateurs pandémocratiques et un seul législateur qui défend le suffrage universel sans adhérer au programme pandémocratique. Les questions relatives à l'aide sociale et à la subsistance ont été décisives lors de l'élection.

Les élections se sont déroulées correctement. Toutefois, le parti pro-démocratie Nouveau Macao a accusé les autorités d'avoir exercé une pression politique sur le parti au cours de la campagne et a saisi les tribunaux. Le 11 septembre, la Haute Cour d'appel a statué en faveur de Nouveau Macao et a critiqué le Bureau des affaires civiques et municipales pour avoir rejeté la demande du parti d'organiser un événement dans le cadre de la campagne électorale. Les militants pro-démocratie se sont plaints de ce que le gouvernement central avait piraté leurs médias sociaux, courriers électroniques et services de messagerie instantanée pour surveiller leurs campagnes électorales. Au moins 13 journalistes de Hong Kong n'ont pas pu entrer sur le territoire de Macao à l'approche de l'élection.

Le 4 décembre, le législateur pro-démocratie Sulu Sou a été suspendu de ses fonctions à l'Assemblée législative. Il a été inculpé de désobéissance civique en rapport avec une manifestation contre le chef de l'exécutif de Macao en 2016. L'Assemblée législative de Macao s'est prononcée en faveur de sa suspension (28 voix pour et 4 contre). Depuis la rétrocession en 1999, c'est la première fois que l'Assemblée législative a recours à ses pouvoirs pour suspendre un législateur visé par une accusation pénale. Si Sou est reconnu coupable et emprisonné pendant plus de 30 jours, il pourrait perdre son poste de législateur.

En mai, le président du Congrès national du peuple, Zhang Dejiang, s'est rendu à Macao pour une visite de trois jours. Il a félicité Macao pour sa réussite dans l'application du principe «un pays, deux systèmes» et a prié la RAS de prendre des mesures supplémentaires afin de s'intégrer dans le développement national de la Chine.

En août, le typhon Hato s'est abattu sur Macao, provoquant la mort de 10 personnes et blessant des centaines d'autres. Ce typhon de catégorie 10 a dévasté Macao et a laissé la ville sans électricité pendant plusieurs heures, démontrant la vulnérabilité de Macao aux effets du changement climatique. À la demande du gouvernement de Macao, les troupes de l'armée populaire de libération chinoise de la garnison locale ont été mobilisées pour soutenir les opérations d'urgence.

En novembre, le comité permanent du Congrès national du peuple a voté en faveur de l'ajout de la loi relative à l'hymne national à l'annexe III de la loi fondamentale de Macao, ce qui signifie que cette loi relative à l'hymne national s'appliquera dans la RAS de Macao.

Durant l'année 2017, une bonne dizaine de militants pro-démocratie ainsi que plusieurs journalistes n'ont pas pu entrer sur le territoire de Macao. Plusieurs responsables politiques et législateurs de Hong Kong ont appris par les services d'immigration qu'ils représentaient une menace pour la stabilité et la sécurité intérieures de Macao.

Égalité des chances, des droits et des libertés

Dans le cadre du principe «un pays, deux systèmes» inscrit dans la loi fondamentale de Macao, les droits et les libertés fondamentales de la population de Macao ont continué d'être généralement respectés et l'état de droit a été maintenu. Les libertés civiles sont toujours préservées à Macao et il existe un niveau élevé de respect des droits de l'homme. En 2017, le gouvernement est toutefois resté opposé à une recommandation du Comité des Nations unies contre la torture (UN/CAT) visant à instaurer un organe indépendant en matière de droits de l'homme. Il a considéré que cette recommandation n'était pas applicable à Macao du fait de son statut de Région administrative spéciale de la République populaire de Chine (RPC).

La diversité des **médias** a été maintenue, de même que leur capacité à exprimer différents points de vue sans restriction. Un certain degré d'autocensure semble de mise, en particulier de la part des médias en langue chinoise et en ce qui concerne les informations sur les affaires intérieures de la Chine. Des ONG et militants des médias ont continué d'exprimer leurs préoccupations à l'égard de cette autocensure, qui est due au fait que les médias dépendent du financement public.

En 2017, la Portuguese and English Press Association (Association de la presse anglophone et lusophone) de Macao a publié son premier rapport sur la liberté de la presse pour les médias non chinois. Selon ce rapport, la liberté de la presse est bien respectée, mais les médias en langue chinoise sont confrontés à un plus grand nombre de défis, de contraintes et de pressions que les médias anglophones et lusophones. Le rapport explique que le principal obstacle à la liberté de la presse est la difficulté d'accéder aux sources et le manque de transparence des autorités.

Les préoccupations à propos de la **discrimination** fondée sur l'**orientation sexuelle** et l'identité de genre sont toujours présentes. Ces préoccupations sont particulièrement graves en matière d'emploi, d'éducation et de santé. L'acte législatif pénalisant la violence domestique ne couvre pas encore les relations entre partenaires de même sexe. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a exhorté Macao à adopter une législation exhaustive en matière de lutte contre la discrimination.

Malgré les efforts continus du gouvernement de Macao dans la lutte contre ce type de criminalité, la **traite des êtres humains** reste un problème à Macao. Les autorités macanaises ont organisé au cours de l'année plusieurs sessions de formation et campagnes de sensibilisation sur le thème de la lutte contre la traite des êtres humains. Pour lutter contre

cette criminalité transfrontière, Macao a renforcé sa coopération avec les autorités de Chine continentale et de Hong Kong grâce à des échanges de renseignements et des opérations conjointes. La loi contre la traite des êtres humains de Macao est satisfaisante, mais les autorités répressives doivent être plus strictes. Le nombre de poursuites et de condamnations pour traite des êtres humains reste faible malgré le dépôt d'un grand nombre de plaintes. L'UE se tient prête à renouveler les échanges et la coopération, ainsi qu'à fournir une expertise technique concernant les meilleures manières de relever ce défi mondial.

Macao n'a pas mis en œuvre de manière effective les principes de **liberté d'association et de négociation collective** inscrits dans les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les salariés sont libres de participer aux activités syndicales et aux mouvements sociaux mais ne sont pas protégés contre les mesures de représailles. L'article 70 de la loi sur les relations professionnelles permet à l'employeur de mettre fin de manière injustifiée à l'activité d'un salarié, moyennant le versement d'une faible compensation financière. L'UE encourage Macao à prendre les mesures nécessaires pour respecter les conventions de l'OIT.

Les autorités macanaises ont continué à réprimer la corruption au cours de l'année, et le gouvernement a ouvert plusieurs affaires de **lutte contre la corruption** médiatisées. Le typhon Hato a soulevé des questions concernant l'état de préparation et la coordination des secours après une catastrophe à Macao. À la suite du typhon, la Commission contre la corruption a lancé une enquête sur les procédures du Bureau météorologique et géophysique concernant ses prévisions relatives au typhon et la gestion controversée de son ancien directeur. Le rapport de la Commission contre la corruption n'a révélé aucun élément de preuve en matière d'illégalité ou d'influence externe.

Évolution de la situation économique

L'économie de Macao s'est redressée en 2017, après un ralentissement significatif au cours des trois années précédentes, lorsque l'industrie du jeu a été durement frappée par la campagne de lutte contre la corruption menée en Chine continentale. Le PIB de Macao a grimpé de 9,1 %¹ en termes réels en 2017, soit une croissance significative par rapport à 2016, lorsque la baisse enregistrée était de 0,9 %. La relance économique s'explique par la reprise du secteur des jeux et l'afflux soutenu de touristes. En 2017, le nombre de visiteurs a augmenté de 5,4 % pour atteindre 32,6 millions. Ces visiteurs dépensent également plus d'argent. Les recettes provenant des jeux ont enregistré une croissance à deux chiffres en 2017 et ont atteint un montant total de 266 milliards de MOP, soit une croissance de 19,1 % par rapport à 2016. La demande intérieure a progressé de manière constante, et tant la consommation privée que les dépenses publiques ont enregistré une croissance modérée. En 2017, les investissements privés représentaient la part la plus fragile de l'économie; cette part a chuté de 10 % en termes réels. Les dépenses d'investissement se sont contractées étant donné que plusieurs infrastructures touristiques à grande échelle et plusieurs complexes

¹ Source: sauf mention contraire, tous les indicateurs macroéconomiques proviennent du service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.

immenses sont en voie d'achèvement. L'inflation est tombée de 2,3 % en 2016 à 1,2 % en 2017. Le taux de chômage est constamment resté en deçà des 2 % au cours des cinq dernières années, y compris lors du ralentissement de l'économie, laquelle repose largement sur les travailleurs et les cadres étrangers. En 2017, plus de 40 % de la main-d'œuvre de Macao était composée de travailleurs étrangers, près de deux tiers d'entre eux provenant de Chine continentale.

Le 14 novembre, le chef de l'exécutif de Macao, Fernando Chui, a prononcé son discours de politique générale pour 2018. À cette occasion, il a réaffirmé les orientations politiques majeures définies dans le plan quinquennal (2016-2020) de Macao qui a été lancé en 2016. Le chef de l'exécutif a déclaré que son administration aurait pour objectif de diversifier l'économie, ainsi que de participer à l'initiative chinoise «la ceinture et la route» et à l'initiative de la «zone de la Grande baie» Guangdong-Hong Kong-Macao. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre le développement du tourisme d'affaires comme les réunions, les stimulations, les conventions et les expositions, les activités culturelles et créatives, les médicaments chinois, les services de crédit-bail et la gestion de patrimoine. Il a encouragé les petites et moyennes entreprises à coopérer avec les opérateurs du commerce en ligne en Chine continentale afin d'explorer les marchés des pays lusophones. Conformément à la pratique établie, le chef de l'exécutif a également annoncé un ensemble d'aides financières à la population locale. Cet ensemble d'aides est fourni pour la 11^e année consécutive et représente cette année un montant total de 12,9 milliards de MOP. En 2018, les résidents permanents recevront 9 000 MOP et les résidents non permanents 5 400 MOP.

En 2017, la situation des finances de Macao est restée solide, la région disposant d'importantes réserves. Ses finances enregistrent constamment des excédents depuis des années, malgré la baisse significative des recettes issues de la taxe sur les jeux en 2015-2016. Grâce à une politique budgétaire prudente au cours des années de croissance, la dette publique de Macao est nulle et ses réserves budgétaires supérieures à 130 % du PIB². Fin 2017, les réserves budgétaires s'élevaient au total à 490 milliards de MOP³, une somme exceptionnellement élevée pour un territoire de moins d'un demi-million de personnes (en ne tenant pas compte de la population active née en dehors de Macao). En 2016, le gouvernement a annoncé la création d'un fonds souverain de développement d'ici 2019 afin de gérer les réserves budgétaires.

Si la diversification de l'économie macanaise reste un objectif continu à long terme, la diversification du secteur des jeux a progressé l'année dernière. La part de jeux «VIP» (enjeux importants par des personnes fortunées) par rapport au total des recettes provenant des jeux est passée de 70 % à 56 %⁴ en 2017. Pour accueillir le grand public intéressé par les jeux ainsi que les autres touristes, Macao crée davantage de complexes touristiques et améliore les infrastructures de la ville. Les opérateurs de jeux se sont engagés à investir dans de très grands

² Source: rapport de 2016 des services du FMI sur la RAS de Macao pour les consultations au titre de l'article IV.

³ Source: autorité monétaire de Macao, communiqué de presse du 1^{er} mars 2018.

⁴ Source: bureau de l'inspection et de la coordination des jeux du gouvernement de la RAS de Macao.

complexes de luxe afin d'attirer d'importantes conventions. Ils ont également promis d'investir dans des types de divertissements plus larges qui conviennent aux familles, aux voyageurs d'affaires et aux vacanciers. Cinq nouveaux complexes de plusieurs milliards de dollars doivent ouvrir leurs portes en 2018. Au total, Macao devrait ajouter 9 000 nouvelles chambres d'hôtel aux 37 000 déjà disponibles. Le gouvernement a souligné que la capacité de développement du tourisme qui ne concerne pas les jeux sera l'un des critères essentiels du renouvellement des concessions dans le secteur des jeux. Actuellement, il existe six entreprises qui disposent de concessions de jeux, et leur licence doit expirer entre 2020 et 2022.

En ce qui concerne la coopération régionale, deux nouveaux accords ont été signés entre Macao et la Chine en décembre dans le cadre de l'accord de partenariat économique renforcé (CEPA) entre la Chine continentale et Macao. Il s'agit de l'«accord d'investissement» et de l'«accord sur la coopération économique et technique». L'accord d'investissement prévoit un mécanisme de règlement des différends en matière d'investissement ainsi qu'un cadre pour les procédures judiciaires. Plus tôt en octobre, Macao et Hong Kong ont signé un accord visant à simplifier la libre circulation des biens, à faciliter les procédures douanières et les échanges, à ouvrir le commerce des services et à mettre en place une coopération bilatérale dans le domaine de la propriété intellectuelle dans le cadre du CEPA. Macao et Hong Kong ont chacun conclu un CEPA distinct avec la Chine continentale. On s'attend à ce que les trois administrations s'appuient sur leur CEPA pour établir une nouvelle plate-forme commune permettant d'avancer davantage vers la libéralisation et la simplification des échanges et des investissements dans la zone de la Grande baie.

Macao joue le rôle de pont économique entre la Chine et les pays lusophones. Pour renforcer ce rôle, le fonds phare qui favorise la coopération entre la Chine et les pays lusophones a déplacé son siège de Macao à Pékin en juin 2017. Le fonds a été mis sur pied en 2013 par la China Development Bank (Banque du développement de Chine) et le Macao Industrial and Commercial Development Fund. Il est géré par le Fonds de développement Chine-Afrique. Le fonds s'est engagé à inclure un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises de Macao dans ses projets futurs.

Macao a poursuivi ses travaux dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme durant l'année. Ces efforts ont été reconnus dans le rapport d'évaluation mutuelle 2017, réalisé conjointement par le groupe Asie et Pacifique et le Group of International Finance Supervisors (Groupe international de surveillance financière), conformément aux méthodes d'évaluation prévues par le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux. En novembre, Macao a également mis en œuvre un système de déclaration d'argent liquide pour les visiteurs qui transportent des montants supérieurs à 120 000 MOP (ou une somme équivalente).

Relations bilatérales entre l'UE et Macao

En 2017, l'UE a été la deuxième source d'importations de Macao après la Chine continentale, contribuant à 25 % du total des importations de Macao. Toutefois, les exportations vers l'UE ont représenté moins de 2 % des exportations de biens de Macao. Ces déséquilibres commerciaux ont entraîné des excédents commerciaux de longue date en faveur de l'UE, étant donné que la demande d'importations de Macao s'est maintenue au fil des années tandis que son secteur manufacturier s'est contracté pour atteindre moins de 1 % du PIB.

Les échanges bilatéraux de biens ont augmenté de 8 % et se sont élevés à 744 millions d'EUR en 2017. Les exportations de l'UE vers Macao ont atteint 626 millions d'EUR, soit une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente, ce qui a entraîné un excédent commercial de 508 millions d'EUR en 2017. Macao est un marché en expansion pour les produits de luxe européens. Les opportunités commerciales dans les secteurs des jeux et du tourisme sont un élément central des relations commerciales entre l'UE et Macao. Parmi les principaux produits qui ont été exportés par l'UE figurent ceux de la maroquinerie de luxe, les vêtements, les montres et les bijoux, les denrées alimentaires et les boissons et les voitures.

Les marchés publics dans les secteurs des transports, de l'énergie et de la construction représentent également un intérêt potentiel pour les entreprises de l'UE étant donné que Macao est engagé dans un nombre croissant de projets d'infrastructures. Toutefois, par rapport à d'autres grands investisseurs (Hong Kong, la Chine et les États-Unis), l'investissement direct des entreprises de l'UE à Macao reste modeste. En 2017, le Portugal a été l'investisseur de l'Union le plus important à Macao, représentant 3,7 % (9 milliards de MOP) du total du stock d'investissement direct.

Le 5 décembre, dans le cadre de sa stratégie pour la justice fiscale au niveau mondial, l'UE a rendu publique une liste de 17 territoires fiscaux non coopératifs (annexe I des conclusions du Conseil en la matière), notamment Macao. Lors de la phase d'évaluation, trois problèmes ont été recensés dans le système fiscal macanais. Premièrement, en ce qui concerne l'échange d'informations, Macao s'était engagé à appliquer la norme de l'OCDE relative à l'échange automatique de renseignements sur la base d'une approche bilatérale, mais il ne dispose pas d'un réseau d'accords couvrant tous les États membres de l'UE. Deuxièmement, Macao ne participe pas encore à la Convention multilatérale de l'OCDE concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (MAC). Troisièmement, en ce qui concerne les normes de justice fiscale, Macao possède un régime fiscal, le régime des «sociétés offshore», qui a été jugé néfaste. Sur la base de cette évaluation, Macao a été invité à remédier à ces lacunes d'ici la fin de 2018. L'engagement pris fin 2017 n'a pas été jugé suffisant par les États membres et Macao a par conséquent été placé sur la liste des territoires fiscaux non coopératifs. Le 23 janvier 2018, à la suite d'un nouvel engagement visant à lever les craintes de l'UE en ce qui concerne la participation de Macao à la Convention multilatérale de l'OCDE concernant l'assistance administrative mutuelle (MAC), Macao a été retiré de la liste des territoires fiscaux non coopératifs. L'UE assurera désormais le suivi de la mise en œuvre effective des engagements pris par Macao.

Le Forum annuel mondial du tourisme économique de Macao s'est tenu en octobre. Il y a été annoncé que l'UE serait le «partenaire officiel» du Forum 2018. Cette annonce cadre bien avec l'initiative «Année du tourisme UE-Chine 2018», annoncée en juin 2017 par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et le premier ministre chinois, Li Keqiang. L'UE est impatiente de collaborer avec Macao pour faire du Forum annuel mondial du tourisme économique un succès, à Macao et au-delà.

La réunion du comité mixte UE-Macao, qui a lieu habituellement chaque année, ne s'est pas tenue en 2017. Une réunion devrait être organisée en 2018, et la coopération se poursuit en ce qui concerne les priorités convenues précédemment. À l'avenir, L'UE et ses entreprises tiennent beaucoup à collaborer avec le gouvernement de Macao afin de diversifier son économie, d'améliorer la durabilité de son développement économique et de promouvoir des échanges et des flux d'investissements bilatéraux. Les entreprises de l'UE pourraient jouer un rôle important en apportant leur savoir-faire et leurs services dans le cadre des nombreux projets d'infrastructures en cours et des plans d'expansion des investisseurs privés. Étant donné que Macao souffre d'une grave pénurie de main-d'œuvre et de cadres compétents, les entreprises européennes à Macao sont fortement tributaires du personnel expatrié et des travailleurs étrangers. L'obtention de permis de travail pour ces personnes s'est avérée difficile. L'UE est prête à collaborer avec les autorités de Macao et les milieux d'affaires européens pour recenser les domaines d'activité économique où la situation est particulièrement grave. Le fait d'accorder aux cadres compétents un accès plus facile au marché du travail de Macao permettrait de stimuler la compétitivité du pays. L'UE et Macao continueront de coopérer en matière juridique et réglementaire.

Comme chaque année, la chambre de commerce européenne de Macao⁵ et la chambre de commerce européenne de Hong Kong ont coordonné l'importante participation européenne au forum et à l'exposition de Macao sur la coopération internationale en matière d'environnement en mars, ainsi que la foire internationale du commerce et de l'investissement de Macao en octobre.

Les affaires juridiques et les programmes de formation des interprètes continuent d'incarner les projets phares de la coopération entre l'UE et Macao. Depuis le lancement de la coopération entre l'UE et Macao dans le domaine de la formation des interprètes en 2006, 90 interprètes chinois-portugais ont été formés. En coopération avec la Commission européenne, l'institut polytechnique de Macao propose un programme de formation destiné aux professeurs d'interprétation des universités ainsi qu'aux interprètes professionnels de Macao et de Chine continentale. Les 10 et 11 octobre 2017, une conférence internationale organisée à l'institut polytechnique de Macao a marqué le 10^e anniversaire de la coopération entre l'UE et Macao dans le domaine de la formation des interprètes, dont l'importance est

⁵ La chambre de commerce européenne de Macao est une organisation hybride dont les membres sont à la fois des entreprises individuelles ou des chambres de commerce nationales des pays de l'UE, notamment à l'heure actuelle l'association des entreprises britanniques à Macao, l'association d'affaires France-Macao, l'association d'affaires Allemagne-Macao, la chambre de commerce irlandaise à Macao, la chambre de commerce roumaine à Macao et la chambre de commerce et d'industrie sino-portugaise.

grandissante étant donné que Macao a été désigné «plate-forme de commerce et de formation» entre la Chine continentale et les pays lusophones.

À la suite de la 20^e réunion du comité mixte UE-Macao, le Fonds de développement scientifique et technologique (FDCT) de Macao a mis en place un mécanisme de cofinancement destiné à encourager les chercheurs macanais à participer au programme-cadre de l'UE «Horizon 2020». Dans le cadre de ce mécanisme, le FDCT apportera un soutien financier aux participants de Macao aux propositions au titre d'Horizon 2020.

Le programme universitaire de l'Union européenne, géré par un consortium que dirige l'université de Macao, a organisé de nombreuses activités, telles que l'accueil des orateurs invités, des séminaires, des échanges entre chercheurs ou universités, le concours de courts métrages «EU short-film challenge», un programme radiophonique régulier sur des sujets liés à l'UE et un concours «Model EU».